

*Février 2021*



### **Disparition de Cédric Rouly**

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès soudain de Cédric. Nous gardons tous en mémoire sa profonde humanité et sa forte implication au sein du CNLE, du comité scientifique et des groupes de travail. Depuis plusieurs années Cédric portait la voix de ceux qui, comme lui, ont connu la galère, toujours disposé à écouter, discuter pour améliorer la situation des personnes le plus souvent invisibles.

## ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES ...

### LOGEMENT



#### [L'état du mal-logement en France 2021](#)

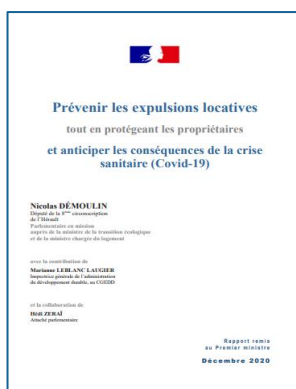
#### **La Fondation Abbé Pierre redoute une explosion post-crise sanitaire des impayés de logement et des expulsions**

« *Les mal-logés subissent, au cours de cette crise sanitaire, la double peine d'être à la fois plus exposés à la maladie et fragilisés sur le plan financier* » déclare Manuel Domergue, chargé d'études, à la Fondation Abbé Pierre qui publie son 26<sup>e</sup> rapport annuel sur l'état du mal-logement en France. La pandémie causée par le SARS-CoV-2 a non seulement créé de nouvelles situations de précarité, mais aussi aggravé la situation des millions de personnes déjà pauvres et mal logées en France. Fondation Abbé Pierre. Rapport. 02.21.



#### [Prolongation de la trêve hivernale et mesures exceptionnelles pour protéger les plus précaires face à la crise sanitaire](#)

La ministre du Logement Emmanuelle Wargon a annoncé sa décision de prolonger la trêve hivernale jusqu'au 1er juin 2021 en raison de la crise sanitaire. Une décision qui s'accompagne de mesures exceptionnelles pour anticiper la sortie de trêve mais aussi d'une réforme de la politique de prévention des expulsions et d'un objectif de construction de 250 000 logements sociaux en deux ans. Publiée le 10 février 2021, [une ordonnance](#) officialise la mesure. Ministère de la Transition écologique. Communiqué. 02.02.21.



### Prévention des expulsions : le rapport Démoulin veut simplifier les dispositifs pour les rendre plus efficaces

Le rapport *Prévenir les expulsions locatives tout en protégeant les propriétaires et anticiper les conséquences de la crise sanitaire Covid19* du député Nicolas Démoulin sur la prévention des expulsions locatives entend anticiper un retour à la normale après la quasi mise à l'arrêt des expulsions. Il faut très vite mettre en place une stratégie de sortie de la trêve hivernale, désormais fixée au 1er juin 2021, en mobilisant des logements pour les personnes qui pourraient être expulsées après cette échéance.

Jean-Noël Escudié [Localtis](#). Rapport. 03.02.21



### Sans-abrisme et politiques publiques

La Direction de la Prospective et du Dialogue Public (DPDP) du Grand Lyon a lancé en 2018 un chantier d'études sur les réalités vécues par les personnes sans-abri, en analysant leurs besoins, leurs usages et leurs conceptions de la vie à la rue. Cette synthèse conclut plus d'un an de recherche de la DPDP et d'une équipe de veilleurs. Elle est composée de 25 enseignements. L'étude se poursuit autour de cinq interpellations prospectives, ouvrant la réflexion sur les moyens d'actions des collectivités. A signaler que la rédaction de ce document a été réalisée en amont de la crise sanitaire causée par le Covid-19.

DPDP du Grand Lyon. Étude. 10.02.21.

## PROTECTION SOCIALE



### Évolution de la structure des recettes finançant la protection sociale

Le Haut Conseil pour le financement de la protection sociale (HCFIPS) publie deux [rapports](#) sur le financement de la protection sociale. Le premier rapport est un état des lieux du financement de la protection sociale. Il revient dans un premier temps sur l'ampleur de la crise sanitaire et économique. Le deuxième rapport examine la structure des recettes finançant la protection sociale.

HCFIPS. Rapport. 12.02.2021.



### Causes des problèmes de santé, accès aux soins et assurance maladie : l'opinion des Français selon leur état de santé

En 2018, la France consacre 11,3 % de sa richesse nationale à la santé. Le Baromètre d'opinion de la DREES permet de recueillir les opinions des Français sur différentes dimensions de l'efficacité de la dépense de santé : la santé de la population, la qualité et l'accessibilité de notre système de soins, son financement et les inégalités d'accès aux soins.

DREES. Analyse. [Études et résultats N° 1181](#). 02.02.21.

## MINIMA SOCIAUX



### [Suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire - Edition de février 2021](#)

Cette publication de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) vise à rassembler et mettre à disposition les données mensuelles les plus récentes et à éclairer les effets de la crise sanitaire sur l'évolution de la pauvreté en France. L'édition de février s'enrichit de données nationales et régionales sur les aides financières ponctuelles destinées aux étudiants qui rencontrent de graves difficultés momentanées et la tarification spéciale mise en place depuis la rentrée universitaire 2020-2021 pour les repas vendus dans les structures de restauration des Crous (« repas à 1 euro »).  
DREES. [Données mensuelles des prestations de solidarité](#). 01.02.21.



### [Les plus précaires ont plus de difficultés à obtenir le RSA](#)

« *Les chemins du droit. Dématérialisation du RSA et distance à l'Etat des classes populaires rurales* » thèse de sociologie de Clara Deville, ancienne assistante sociale est consacrée à la dématérialisation du RSA et à la « distance à l'État » qu'elle crée pour les classes populaires rurales. Primée par le Prix de thèse du Défenseur des droits 2020, la chercheuse critique le concept de non-recours.  
Rouja Lazarova. Article. 02.02.21.

## PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE



### [Séminaire du Fonds européen d'aide au plus démunis pour lutter contre la précarité alimentaire](#)

Les 2 et 3 février 2021 s'est tenu en ligne le séminaire du Fonds européen d'aide au plus démunis (FEAD) « *Nouveaux bénéficiaires des mesures financées par le FEAD et nouvelles pratiques mises en œuvre pendant la crise de Covid-19* ». Le FEAD soutient les actions menées par les pays de l'Union Européenne pour apporter une aide alimentaire et une assistance matérielle aux plus démunis, faciliter leur insertion dans la société et les aider à faire leurs premiers pas pour sortir de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Virginie Lasserre, Directrice générale de la cohésion sociale (DGCS), a rappelé les actions concrètes menées par le ministère des Solidarités et de la Santé au FEAD français face à la crise.  
FEAD. [Séminaire en ligne](#). 04.02.21.

### Les Notes d'Analyses de la MASSP

### [L'aide alimentaire entre quête de résilience et défis](#)

« *L'aide alimentaire face à des interrogations structurelles de long-terme* » est la nouvelle Note d'Analyse de la Mission Analyse Stratégique, Synthèses et Prospective (MASSP). Il s'agit de la deuxième partie de celle proposant une synthèse sur l'aide alimentaire intitulée « *L'organisation de l'aide alimentaire au défi de la crise sanitaire et sociale* » parue en novembre 2020 n°52-1.  
T. Reybard, Christophe Fourel. DGCS-MASSP N° 52-2 02.21.

## ACCÈS AUX SOINS



### Causes des problèmes de santé, accès aux soins et assurance maladie : l'opinion des Français selon leur état de santé

En 2018, la France consacre 11,3 % de sa richesse nationale à la santé. Le Baromètre d'opinion de la DREES permet de recueillir les opinions des Français sur différentes dimensions de l'efficacité de la dépense de santé : la santé de la population, la qualité et l'accessibilité de notre système de soins, son financement et les inégalités d'accès aux soins.

DREES. Analyse Études et résultats N° 1181. 02.02.21.

## PRÉVENTION ET PROTECTION DE L'ENFANCE



### Alerte sur l'abandon des Mineurs non accompagnés en recours

*Les associations Comede, Médecins Sans Frontières, Les Midis du MIE, La TIMMY - Soutien aux Mineurs Exilés et Utopia 56 ont fait parvenir ce jour une lettre ouverte à Adrien Taquet, Secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles, Anne Hidalgo, Maire de Paris et Dominique Versini, Adjointe à la Maire de Paris en charge des droits de l'enfant et de la protection de l'enfance, dans le but de les alerter sur l'abandon des mineurs non accompagnés en recours.*

Médecins Sans Frontières. Communiqué. 04.02.21.

## INCLUSION NUMÉRIQUE



### Mise en œuvre du volet « inclusion numérique » du plan de relance

Dans le cadre du plan de relance, 250 millions d'euros sont destinés à faciliter pour tous les Français, l'usage du numérique au quotidien. Cette mobilisation de l'Etat est une réponse à l'urgence d'accompagner près de 13 millions de Français éloignés du numérique.

Journal officiel. Circulaire. 05.02.21.



### Aider les plus fragiles à sortir de l'exclusion numérique

L'association Emmaüs Connect agit depuis 2013 pour permettre l'inclusion numérique des plus fragiles, pour que le numérique profite aussi à ceux qui en ont le plus besoin : les personnes en précarité. Elle agit sur le terrain au plus près des besoins des personnes en insertion et des professionnels qui les accompagnent. Elle conçoit des ressources pédagogiques et propose des ateliers pour s'initier aux services numériques clés, elle propose un accès solidaire à du matériel et à la connexion.

Emmaüs Connect. Communiqué. 02.21.



### Inclusion numérique : un nouvel appel à projets pour former un million de personnes

Le pass numérique doit permettre aux Français éloignés du numérique de bénéficier d'un accompagnement ou d'une formation adaptée via un réseau de structures labellisées. En déplacement à Bayonne le 6 février, le secrétaire d'État au numérique, Cédric O, a annoncé sa généralisation en 2020 via un nouvel appel à projets doté de 15 millions d'euros.

Lucas Boncourt. Locatis-Banque des territoires. Article. 07.07.21.

## PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



### Lancement de Task force rénovation énergétique

La mission *Task force rénovation énergétique des bâtiments* a été confiée par Emmanuelle Wargon, ministre du Logement et Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, à Olivier Sichel, Directeur général délégué de la Caisse des dépôts. La lettre de mission précise qu'il s'agit d'éradiquer les 4,8 millions de passoires énergétiques dès 2028, et d'aller vers la neutralité carbone du parc de logements en 2050. De fait, la convention citoyenne du climat attend des obligations, il faut donc trouver des solutions d'accompagnement et de financement pour les ménages les plus modestes, pour qu'ils puissent faire face à ces obligations.

Solidaires pour l'habitat. Communiqué.09.09. 21.

## TERRITOIRES



### Lancement de « La grande cause des territoires » : participez à la consultation citoyenne

Du 1er février au 28 mars 2021, lancement de l'opération « la Grande Cause des Territoires », une consultation citoyenne sur le thème de l'amélioration des conditions de vie dans les territoires, en partenariat avec le ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales.

Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. Communiqué. 01.0.21.



### Les territoires zéro chômeur de longue durée, inspirations pour l'emploi inclusif

L'expérimentation des territoires zéro chômeur de longue durée fait ses preuves. Cette étude de l'Association Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) et de l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph) met en évidence la façon dont les 10 premiers territoires expérimentaux mettent en œuvre une dynamique territoriale favorable à l'inclusion Elle propose de poursuivre la démarche et d'étendre ces bonnes pratiques aux autres entreprises.

Associations TZCLD et Agefiph. Étude. 02.21.



### 17 000 communes de moins de 500 habitants : plusieurs profils très différents

L'étude de La direction générale des Collectivités locales (DGCL) présente une classification des 17000 communes de moins de 500 habitants aux profils très différents. Elle montre que certaines difficultés financières sont en fait parfois transitoires et que les communes qui fusionnent ne le font pas pour tenter d'améliorer leur situation financière. Elles fusionnent pour investir, en s'appuyant pour cela sur une situation financière déjà saine.

G. Leforestier. X.Niel. Étude. Bulletin Statistique n° 149 -02.21.



### [Les quartiers prioritaires de la politique de la ville](#)

Comment aider les quartiers les plus défavorisés sur le territoire ? On compte 1514 quartiers prioritaires situés dans 859 communes qui bénéficient de la politique de la ville. Jean Castex, Premier ministre vient d'annoncer lors d'un comité interministériel à la ville, le 29 janvier 2021, une aide de 3,3 milliards d'euros pour améliorer le cadre de la vie quotidienne des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Le média social. [Vidéo animée](#). 03.02.21.

## **MEDIAS**

**Le Monde**

### [Ici, j'ai trouvé des amis incroyables : la colocation entre étudiants et sans-abri](#)

L'association Lazare propose à des jeunes actifs et à des étudiants volontaires d'emménager avec des personnes sans domicile fixe. Huit maisons ont ainsi été ouvertes en France. Rencontre à Nantes avec ces colocataires

Isabelle Rey-Lefebvre. Le Monde. Article. 15.02.21.





### Réunions plénières du CNLE et du comité scientifique en 2021

Afin de permettre à chaque membre du Conseil de pouvoir participer aux réunions du Comité scientifique, les réunions plénières et celles du conseil scientifique sont alternées sur l'année. Les membres du Comité scientifique peuvent également participer comme observateurs aux réunions plénières du CNLE, s'ils n'en sont pas membres.

#### Réunions plénières CNLE

12 mars  
18 juin  
24 septembre  
10 décembre

#### Réunions Comité scientifique

13 avril  
08 juillet

### Réunions des groupes de travail

#### *Groupe de travail « Égalité des chances »*

1<sup>er</sup> avril  
18 mai  
14 septembre  
14 octobre  
17 novembre  
10 décembre

#### *Groupe de travail « Logement »*

15 mars sous groupe 1  
16 mars sous-groupe de travail 2  
25 mars réunion plénière groupe de travail logement  
06 avril sous-groupe 2  
07 avril sous-groupe 3  
29 avril réunion plénière groupe de travail logement  
04 mai sous-groupe 3  
05 mai sous-groupe 4  
27 mai réunion plénière groupe de travail logement  
07 juin sous-groupe 4  
08 juin sous-groupe 5  
24 juin réunion plénière  
09 septembre sous-groupe 5  
21 septembre  
12 octobre  
19 octobre

#### *Groupe de travail « Accompagnement vers l'insertion sociale et professionnelle »*

23 mars  
15 avril  
20 mai  
22 juin  
21 septembre  
19 octobre

## Retrouvez la newsletter du CNLE

*La newsletter du CNLE* est un outil d'information interne destiné aux membres du Conseil et du Comité scientifique. Ce nouveau rendez-vous vise à apporter des informations utiles sur l'actualité de nos travaux, sur nos prochains rendez-vous, ainsi que des éléments d'analyse et d'actualité (publications, rapports, articles de presse...). Nous restons à l'écoute de vos commentaires et suggestions afin que cette newsletter soit aussi utile que possible.

### **CNLE**

Ministère des Solidarités et de la santé  
Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)  
14, avenue Duquesne 75350 Paris SP 07

**Contact** : Fatima Guemiah

fatima.guemiah @social.gouv.fr - Tél : 01 40 56 81 73 - 06 62 04 42 24